



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

28 MARS 2023

**Arrêté préfectoral complémentaire du
portant modification des conditions d'exploitation de la carrière de
calcaire situées lieux-dits *Saint-Chipoli* et *Route d'Arfons*
du territoire de la commune de Dourgne**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement et notamment :
- le livre I – titre VIII, parties législative et réglementaire, relatifs aux procédures administratives ;
 - le livre II – titres I et II, parties législative et réglementaire, relatifs aux milieux physiques ;
 - le livre V – titre 1^{er}, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2023 donnant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 août 2013 autorisant l'exploitation d'une carrière de calcaire située lieux-dits *Saint-Chipoli* et *Route d'Arfons* sur la commune de Dourgne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 octobre 2014 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé du 29 août 2013 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juin 2016 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé du 29 août 2013 ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance concernant la modification des horaires d'activité de la carrière située lieux-dits *Saint-Chipoli* et *Route d'Arfons* sur la commune de Dourgne, déposé 29 septembre 2022 en préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2022 portant participation du public par voie électronique sur le projet de modification susvisé ;
- Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 8 février 2023 ;
- Vu** le courrier adressé le 27 février 2023 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- Vu** l'absence d'observation du pétitionnaire ;

Considérant les quatre observations opposées au projet recueillies lors de la participation du public par voie électronique du 22 décembre 2022 au 6 janvier 2023 et portant sur les thèmes suivants :

- la sécurité du public liée au trafic des poids-lourds,
- la quiétude des habitants du village de Dourgne,
- l'attractivité touristique du village de Dourgne,
- les nuisances engendrées par le trafic des poids-lourds et les activités de la carrière.

Considérant que l'extension des plages horaires de l'activité de la carrière possède deux régimes de fonctionnement, l'un dit « ordinaire » et l'autre dit « exceptionnel » pour chacune des activités « Extraction-Production-Maintenance » et « Livraison et chargement des clients » ;

Considérant que l'activité « Livraison et chargement des clients » en régime « exceptionnel », ne doit pas dépasser un contingentement annuel de 20 jours par année civile ;

Considérant que l'exploitant assure la traçabilité des journées effectuées en régime « exceptionnel », pour l'activité « Livraison et chargement des clients » ;

Considérant que l'exploitant assure la surveillance du trafic horaire journalier moyen des poids-lourds au départ de la carrière, par année civile ;

Considérant que les nouveaux aménagements ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn.

ARRÊTE

Article 1 :

Les dispositions de l'article **DG 3** de l'arrêté préfectoral du 29 août 2013 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article DG 3 : Production et horaires des activités

DG 3-1 : Production

La production annuelle est limitée à 450 000 tonnes.

DG 3-2 : Horaires des activités

Pour chacune des deux activités, « Extraction – Production -Maintenance » et « Livraison et chargement des clients », un régime « ordinaire » et un régime « exceptionnel » est en place.

Tableau des horaires

Heures (de 7h00 à 20h00) – Jours	7	8	9	10	11	11h45	12	13	13h15	14	15	16	17	17h30	18	19	20	Lu – ven	Sam
Extraction – Production -Maintenance (régime ordinaire et régime exceptionnel)																			
Livraison et chargement des clients (régime ordinaire et régime exceptionnel)																			

DG 3-3 : Contingentement

L'activité « Livraison et chargement des clients » en régime « exceptionnel », ne doit pas dépasser un contingentement annuel de 20 jours par année civile.

DG 3-4 : Traçabilité

L'exploitant assure la traçabilité par année civile des journées effectuées en régime « exceptionnel » :

- de l'activité « Livraison et chargement des clients » (une seule livraison de granulats par un poids-lourd dans le créneau 17h–18h, fait décompter un jour du contingent annuel),
- de l'activité « Extraction-Production-maintenance ».

Cette traçabilité est assurée sur des registres tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2 :

Les dispositions de l'article DG 7 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2013 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article DG 7 : Commission locale d'information

DG 7-1 : Membres et fréquence

Une commission locale d'information se réunit, à l'initiative de l'exploitant, au moins une fois par an. Elle est constituée à minima, outre l'exploitant, d'un représentant de la commune de Dourgne, d'un représentant du Parc Naturel Régional du Haut-Languedoc et d'un représentant des riverains de la carrière.

DG 7-2 : Mission

Elle a pour mission principale l'information du public en matière de sécurité et de suivi de l'impact des activités de l'installation classée sur les personnes et l'environnement.

L'exploitant communique notamment les éléments suivants lors de la commission :

- la distribution du trafic horaire moyen des poids-lourds sur la journée (heure par heure, pour la période 7h–18h00 du lundi au vendredi), durant l'année civile écoulée,
- le nombre de journées effectuées en régime « exceptionnel », pour l'activité « Livraison et chargement des clients », sur l'année civile écoulée,
- le nombre de journées effectuées en régime « exceptionnel », pour l'activité « Extraction – Production -Maintenance », sur l'année civile écoulée.

DG 7-3 : Compte-rendu

L'exploitant rédige un compte-rendu de cette réunion, le diffuse aux participants, en transmet une copie à la préfecture du Tarn et le tient à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

« Article R. 181-51 du code de l'environnement :

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ».

Article 4 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Dourgne en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de Dourgne dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée identique.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Dourgne sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant

Fait à Albi, le **28 MARS 2023**

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,


François PROISY